

Madjer face aux oiseaux de mauvais augure

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4323 - Lundi 13 novembre 2017 - Prix : 10 DA

Grande mosquée d'Alger

Le projet livré dans son intégralité avant fin 2019

Page 4

La loi de finances 2018 en séance plénière à l'APN

Raouia prévoit une hausse des recettes pour 2020

Page 3

Une scène dérangement

Par Mohamed Habili

La télévision saoudienne n'a pas eu de scrupule à montrer, une semaine après son étrange démission, Saad Hariri accomplissant les mêmes gestes révérencieux que les autres membres de la cour envers Salmane Ben Abdelaziz de retour à Riyad d'un voyage... à La Mecque, pas même donc à l'étranger. Il s'agissait de le montrer aux yeux du monde dans une attitude de soumission complète à son suzerain qu'on ne s'y serait pas pris autrement. S'il y avait des Libanais pour croire encore qu'ils étaient les citoyens d'un Etat souverain, ils doivent être édités à présent. La scène est dérangement même pour quelqu'un qui n'est pas libanais. Elle tend à dire que Saad Hariri effectivement n'est libre de rien en ce moment, ni de ses paroles ni de ses gestes. Pour autant, elle ne dit pas si c'est librement qu'il s'humilie de cette façon, ou s'il y a été contraint. Le plus probable est que telles sont les relations de sa famille politique avec l'Arabie Saoudite que cela revient quasiment au même. En temps ordinaire, toutefois, on se serait sans doute gardé de le montrer dans une attitude aussi obséquieuse envers le roi saoudien. On aurait probablement tenu à ce que du moins ses apparences soient sauves. On aurait censuré les gestes jurant avec son statut officiel de représentant d'un Etat souverain. Il faut donc que le moment soit tout sauf ordinaire pour qu'on ait estimé être en droit d'infliger aux Libanais, et aux amis du Liban par la même occasion, un spectacle aussi déprimant. Que veut-on dire ce faisant ? Et à qui surtout veut-on le dire ? Est-ce aux seuls Libanais, ou du moins à une partie d'entre eux ?

Suite en page 3

4^e session du Comité mixte économique franco-algérien

Trois accords économiques pour réconcilier Alger et Paris



Outre de porter une «évaluation exhaustive» sur les différents volets de la coopération économique entre l'Algérie et la France, Abdelkader Messahel, ministre des Affaires étrangères, a indiqué, hier, en marge de la signature des accords de partenariat donnant naissance à des joint-ventures dans le domaine de l'export agroalimentaire, la fabrication d'équipements électriques mais surtout de la prochaine usine automobile Peugeot-Algérie à Oran, que cette 4^e session du Comité mixte économique franco-algérien a permis de porter une projection sur les prochaines échéances importantes inscrites sur l'agenda bilatéral des deux pays.

Lire page 2

Dernier virage de la campagne électorale

Les partis veulent renouer des liens avec la jeunesse algérienne

Page 4

Musique

Concert à Alger de la cantatrice Aurélie Loilier et la pianiste Qiaochu Li

Page 13

4^e session du Comité mixte économique franco-algérien

Trois accords économiques pour réconcilier Alger et Paris

■ Outre de porter une «évaluation exhaustive» sur les différents volets de la coopération économique entre l'Algérie et la France, Abdelkader Messahel, ministre des Affaires étrangères, a indiqué, hier, en marge de la signature des accords de partenariat donnant naissance à des joint-ventures dans le domaine de l'export agroalimentaire, la fabrication d'équipements électriques mais surtout de la prochaine usine automobile Peugeot-Algérie à Oran, que cette 4^e session du Comité mixte économique franco-algérien a permis de porter une projection sur les prochaines échéances importantes inscrites sur l'agenda bilatéral des deux pays.

Par Lynda Naili

A ce titre, trois accords-cadres pour la création de joint-ventures algéro-françaises dans le domaine de l'agroalimentaire et industriel ont été signés, à l'issue de la plénière ayant regroupé les délégations algérienne et française et co-présidée par Abdelkader Messahel et Jean-Yves Le Drian, ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, au niveau du Centre international des conférences Staouéli-Alger, pour donner le coup d'envoi à la 4^e session du Comité mixte économique franco-algérien (COMefa). Ainsi, pour la première signature, il s'agit de la mise en place d'un consortium entre les groupes Agro Log et Agro Med à l'exportation de fruits et légumes algériens ainsi que pour la fabrication de produits agricoles bio. S'agissant du volet industriel, il a été question, d'une part, de la mise en place d'un pacte de partenariat entre l'ENIE, le groupe Gica ainsi que Schneider Algérie pour la fabrication d'équipements électriques de basse, moyenne et haute tension. Le deuxième, qui constituera pour les ministres algérien et français «le signe fort de la relance de la relation algéro-française» concerne la réalisation attendue depuis 2015 de l'usine de construction automobile de la marque du Lion «Peugeot». Il s'agit également d'un pacte de partenariat regroupant quatre actionnaires algériens avec le groupe automobile PSA-Citroen, à savoir le Groupe Mécanique, l'entreprise PMO Constantine (Entreprise nationale de production de machines-outils), Palpa Pro ainsi que le groupe Condor. Ainsi, la conclusion de ces trois accords qui ont couronné cette 4^e session du COMefa, exprime, dira Messahel, la «volonté» algérienne «de renforcer et de développer le partenariat auquel nous voulons donner un caractère privilégié, basé sur une certaine nombre d'actions concrètes».

De son côté, Jean-Yves Le Drian, après avoir évoqué ses souvenirs «dans une vie antérieure» de ses relations avec l'Algérie, qualifiera d'«exceptionnelle» la relation algéro-française et dira que «nous avons avec l'Algérie, un passé commun, une mémoire commune et un avenir commun sous réserve que nous agissions bien ensemble dans le respect de nos identités et de nos souverainetés». Et de pour-

suivre que sa présence en Algérie, outre de tenir cette 4^e session du COMefa et la 3^e session du Dialogue stratégique franco-algérien, a également pour objectif de préparer la tenue à Paris de la réunion du Comité intergouvernemental de haut niveau algéro-français (CIHN) en décembre prochain, ainsi que «la feuille de route de ce nouveau quinquennat ouvert en France pour engager le document stratégique qui bordera nos actions communes et qui sera validé par nos deux présidents lorsque le Président français effectuera sa visite en Algérie dans peu de temps».

Par ailleurs, Messahel se prononçant sur la 3^e session du Dialogue stratégique franco-algérien qui s'est tenue dans l'après-midi, indiquera que les deux parties aborderont «certaines questions régionales et internationales d'intérêt commun, notamment la situation prévalant au Maghreb, au Sahel et dans l'espace méditerranéen». Auxquelles s'ajouteront les questions liées «à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans toutes ses formes y compris son financement et ses connexions telles que le crime organisé transfrontalier ainsi que le phénomène de la migration».



Ph/E. Soraya/J.A.

hauteur de 15,5% du total global du capital.

Jean-Christophe Quémard, DG de la zone MENA du groupe PSA : «Un vrai point de départ»

Peugeot-Algérie, un site qui sera opérationnel en 2019, mais avec des premières localisations de véhicules dès 2018.

La première étape de production étant de 25 000 véhicules, à terme à 75 000 voitures/an. Il s'agit d'un investissement de 100 millions d'euros, répartis entre les partenaires algériens et PSA. Le point important est que le groupe PSA investit directement 49% du capital.

Un projet qui répond à la totalité des exigences des cahiers des charges algériens dont le taux d'intégration est de 40%, avec notre intention d'augmenter ce taux en développant une filière automobile complète en Algérie. En termes d'emplois, ce sont 1 000 emplois directs, un chiffre qui augmentera avec le développement de la filière de sous-traitance.

L. N.

Abderrahmane Benhamadi, P-DG du Groupe Condor : «Il s'agit d'un partenariat gagnant-gagnant»

Le Groupe Condor est partenaire de cette joint-venture PPP (public-privé et société étrangère). Il s'agit d'un partenariat gagnant-gagnant pour lequel le groupe a affiné son business

plan pour répondre aux cahiers des charges et aux normes exigées pour la création de cette usine Peugeot-Citroen en Algérie d'une superficie de 120 hectares à Ain El Kerma, Oran, dont le démarrage se fera «si tout va bien, en 2019». Et d'ajouter que la capacité de production au démarrage est de 25 000 unités annuellement, «un chiffre qui ira en croissance», a-t-il souligné tout en précisant que le montant de l'investissement consenti par son groupe à ce projet est à

Equipe nationale de football

Madjer face aux oiseaux de mauvais augure

La salve de tirs croisés reçue par Rabah Madjer après la rencontre contre le Nigeria est à mettre sur le compte du péché mignon de la critique sportive algérienne, celui de jeter le bébé avec l'eau du bain. Il faut ici entendre par «bain» ledit match dans lequel, il faut le reconnaître, les Verts n'ont pas fait montre d'un indéniable talent à gérer leur jeu, encore moins d'arracher la victoire. L'espoir d'un score fleuve était légitime de la part des supporters, qui ont misé sur la venue de Madjer et toute l'aura d'expérience arborée par son palmarès, pour le moins grandiose, et pas seulement au niveau national. Le travers dans lequel sont tombés les observateurs de la chose footballistique, et autres oiseaux de mauvais augure, celui de juger sous le coup de la passion, est d'émettre un verdict sans appel sur les compétences du sélectionneur national au vu d'un seul match, après une semaine de préparation. Pour rester dans le jargon sportif, c'est ce qui s'appelle «confondre vitesse et précipita-

tion» et prononcer une sentence sur la base d'une seule démonstration sur le terrain est pour le moins mal venu, surtout quand cela émane d'observateurs avertis, ou censés l'être. Sans faire dans le nationalisme de pacotille, il convient de rappeler qu'il a été fait appel à Madjer en sa qualité de «produit du cru» et surtout pour la relance et la reconstruction de l'équipe nationale dans une optique au long cours, sous le sceau du long terme. Sa vision est celle d'un homme qui opte en grande partie sur les joueurs locaux, sans bien sûr frapper d'ostracisme et exclure les joueurs professionnels évoluant à l'étranger qui, ne l'oublions pas, ont tant apporté aux résultats, en un temps pas très lointain. Il s'agit en d'autres termes d'inverser la tendance en termes de quote-part entre «locaux» et «binationaux», ce qui ne saurait se concevoir sans une refondation du football algérien qui commence dans son vivier véritable, celui des clubs, et pas uniquement ceux de l'élite. Sans aller trop loin, c'est cette

politique axée sur le potentiel local que l'on retrouve chez la Tunisie voisine, qui vient de se qualifier pour le Mondial avec un entraîneur et une ossature d'équipe tunisiens. Sans remuer le couteau dans la plaie, il faut dire que Madjer et à travers lui tout l'environnement des Verts entraînent, et cela ne s'effacera pas d'un coup de baguette magique, l'héritage de Raouraoua dont le long passage à la tête de FAF a induit les ravages que l'on sait et que l'on continuera à payer pendant longtemps, très longtemps. Il s'agit pour Madjer, et là il a besoin plus de soutien que de bâtons moraux dans les roues, de rompre totalement avec la politique de Raouraoua, si tant est qu'il en ait une. C'était, et Dieu merci cette ère se conjugue au passé, une approche axée sur l'immédiat, braquée sur les résultats à court terme, avec un œil rivé sur le football et l'autre fixé sur les affaires. Cette stratégie, qui ne mérite pas ce qualificatif, a plongé le football algérien et sa vitrine qu'est l'équipe nationale dans un énorme

marasme et l'a immergé dans un insondable gouffre. Il ne s'agit heureusement pas d'un gouffre sans fond, mais d'une cavité temporaire d'où Madjer va œuvrer à faire sortir le sport roi. Le Smig de lucidité et d'esprit raisonnable dicte d'attendre quelques mois, si ce n'est des années et les prochaines échéances dévolues aux Verts, pour juger de l'apport de Madjer et de son staff, parce que c'est dans une perspective de long terme que son action a été inscrite. En attendant, force est de reconnaître qu'il n'est d'autre attitude responsable à tenir hormis celle du soutien à Madjer.

Autant que soutenir se peut, un soutien sans réserve auquel a droit Madjer et que mérite le football algérien. Et ainsi, on oubliera le passé pour porter le regard sur l'avenir. Ce futur des Verts ne peut être que réjouissant pour peu qu'on se déleste de la critique facile au profit du soutien sans faille au staff dirigeant de l'équipe nationale.

Nadjib Stambouli

La loi de finances 2018 en séance plénière à l'APN

Raouia prévoit une hausse des recettes pour 2020

■ Le projet de loi de finances 2018, présenté hier en plénière devant l'APN par le ministre des Finances, Abderrahmane Raouia, prévoit des recettes budgétaires de 6 496,58 milliards de dinars pour l'an 2020 contre 5 635,5 milliards de dinars cette année.

Par Louiza Ait Ramdane

Le PLF 2018 a prévu une série de mesures pour le renflouement des recettes budgétaires tout en maintenant le dispositif de la solidarité nationale, selon le ministre. Sur le plan budgétaire, il est prévu de puiser dans le budget d'équipement pour le règlement des créances déduites sur l'Etat pour un montant de 400 mds DA. Il s'agit aussi d'opérer une contribution exceptionnelle de 500 mds DA au profit de la Cnas, afin de permettre au gouvernement d'aborder l'année 2018 sans risque d'explosion du dispositif de la protection sociale. En outre, le projet de loi table sur une augmentation des recettes globales à 6 570,1 mds DA en 2019 dont 2 883,9 mds DA de recettes fiscales pétrolières. Sur l'année 2020, les recettes globales devraient poursuivre une trajectoire en hausse pour atteindre 7 008,1 mds DA dont 2 977,11 mds DA de fiscalité pétrolière. Le PLF 2018 a révisé à la hausse plusieurs taxes, comme il a introduit de nouveaux impôts pour contrebalancer la chute des recettes fiscales pétrolières. Un impôt sur la fortune a été introduit par le PLF 2018 et auquel seront assujetties les personnes détenant un patrimoine d'une valeur supérieure à 50 millions de DA.

La Taxe sur les produits pétroliers (TPP) applicable sur les carburants sera augmentée de 5 DA/litre pour l'essence et de 2 DA/litre pour le gasoil. Pour lutter contre la spéculation dans le foncier industriel, une pénalité sera payée par tout bénéficiaire de terrain à vocation industrielle dans le cas où il demeure inexploité pour une période supérieure à trois ans.

Le PLF 2018 fixe cette pénalité à 5% de la valeur vénale du foncier en question. Aussi, toute entreprise de production et de montage de véhicules lourds et



PH/D. R.

légères, qui accuse du retard dans le respect des engagements qualitatifs, quantitatifs ou du rythme d'intégration nationale, s'expose au paiement d'une amende, avise le même texte.

Pour encourager les investissements dans la production des lampes LED qui consomment moins d'énergie, les droits de douane appliqués à l'importation de cette catégorie de lampes seront augmentés à 30% contre 5% actuellement.

Lors des débats sur le projet, comme attendu, les députés du FLN et du RND ont soutenu le texte de loi présenté par le ministre des Finances, tout en formulant des propositions. Cependant, ceux de l'opposition

ont rejeté catégoriquement le projet.

Abdelhamid Si Affif, député FLN, a invité le gouvernement à ouvrir un «débat national sur la politique de subventions», tout en annonçant le soutien de son parti à l'exécutif.

Khaled Rahmani a, pour sa part, souhaité que le gouvernement lève le gel sur plusieurs projets, notamment dans la santé et l'éducation. Mohamed Guidji, député RND, s'est retourné vers l'opposition en leur demandant de proposer une alternative au lieu de critiquer le projet du gouvernement. Le député est revenu sur les dépassements de certains walis dans la gestion du foncier industriel.

«Accorder des prérogatives aux walis doit être encadré par des textes de loi clairs», note-t-il.

De son côté, le PT, à travers sa députée Nadia Chouitem, a accusé le gouvernement «de vouloir appauvrir davantage les classes sociales les plus défavorisées». Selon elle, le gouvernement prend aux travailleurs et donne aux hommes d'affaires. «Ce projet de loi va aggraver la situation en augmentant le taux de chômage, la fuite de cerveaux et la hargne», déplore-t-elle. «On baisse l'IBS et on augmente l'IRG. Quelle explication donner à ces décisions ?», s'est-elle interrogée.

L. A. R.

M. H.

LA QUESTION DU JOUR

Une scène dérangeante

Suite de la page une

Aux Français plutôt, dont le président a fait un saut à Riyad exprès pour s'informer du sort fait au chef du gouvernement libanais, et qui est reparti sans être plus avancé à cet égard ? Est-ce aux Iraniens, à l'ennemi donc, pour qu'il se rende compte de lui-même combien le Liban n'est pas sa chose, mais celle de l'Arabie Saoudite ? Aux Américains ? Au monde entier, sinon ? En prenant la liberté de montrer Saad Hariri dans la posture scandaleuse de courtisan, on a voulu choquer tous et chacun, les plus et les moins concernés par les querelles du Moyen-Orient. Que ce soit bien clair cependant : une scène du même genre est tout à fait concevable, qui se jouerait non pas à Riyad mais à Téhéran, et dont les acteurs pourraient être Hassan Nasrallah et le souverain iranien, le Guide de la Révolution, Ali Khamenei. Mais pour concevable qu'elle soit, on n'imagine pas cette scène sans que le chef du Hezbollah ait quelque chose à se reprocher dans l'exercice de ses devoirs envers l'autorité dont il relève, et qui bien sûr n'est pas l'Etat libanais. Il faut aussi que Khamenei veuille corriger Nasrallah, le ramener dans le droit chemin, pour exiger de lui un acte public de soumission, qui soit en même temps un acte de pénitence. Tant qu'on n'a pas vu Saad Hariri faire sa soumission, on pouvait encore croire qu'il était libre de ses mouvements, qu'il ne tenait qu'à lui de revenir à Beyrouth ou de prolonger son séjour à Riyad. Cette supposition n'est plus possible après cela. On ne peut que convenir après cela qu'en effet il ne dépend pas de lui de retourner dans son pays.

Hassan Mermouri, ministre du Tourisme et de l'Artisanat :

La promotion du tourisme «tributaire de la formation continue»

La promotion du tourisme est foncièrement tributaire de la formation continue dans le secteur, a affirmé, hier à Boussaâda, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Hassan Mermouri. S'exprimant lors d'une journée d'évaluation de la formation touristique tenue à l'Institut du tourisme et de l'hôtellerie de cette ville, le ministre a affirmé que son département accorde «une grande importance à la formation touristique dans une perspective de modernisation incluant notamment les domaines de la communication et de la numérisation». Cette rencontre a pour

objectif de dresser une évaluation de la formation touristique afin de repérer «les points forts pour les renforcer et les points faibles pour y remédier», a affirmé M. Mermouri qui a insisté sur la mise en adéquation de la formation avec le marché de l'emploi dans le secteur touristique. «La professionnalisation du secteur garantira l'embauche des diplômés formés dans les métiers touristiques», a ajouté le ministre qui a également qualifié d'impérative l'adaptation des performances des gestionnaires et encadreurs des établissements de formation touristique

avec les critères de formation à l'échelle nationale et internationale. M. Mermouri a appelé à saisir toute opportunité de coopération nationale et internationale entre les établissements de formation avant de mettre l'accent sur l'importance de la diversification des produits touristiques et leur compétitivité, parallèlement à l'intérêt accordé au développement des ressources humaines du secteur. Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat a indiqué que son département a lancé la mise en œuvre d'une carte de formation visant la valorisation des res-

sources humaines du secteur ainsi qu'un schéma directeur d'aménagement touristique et de diversification. Le réseau de formation en tourisme comprend 170 centres de formation professionnelle, 8 instituts et 70 écoles privées accueillant au total 40 000 stagiaires, a ajouté le ministre, estimant que ces structures demeurent insuffisantes pour satisfaire la demande du marché de l'emploi. Le directeur de l'Institut du tourisme et de l'hôtellerie de Boussaâda, Larbi Kheiri, a posé à l'occasion la question de la réhabilitation de l'institut dont la construction

remonte à 1975 et qui n'a bénéficié depuis d'aucune opération d'aménagement, faute de ressources. Il a également évoqué l'insuffisance des moyens de formation. M. Mermouri devra également visiter à M'sila les chantiers de réaménagement et de modernisation des hôtels Kerdada et le Caïd de Boussaâda ainsi que le marché et la Maison de l'artisanat de la même ville. Il devra aussi inaugurer un centre d'information et d'orientation touristique au chef-lieu de wilaya.

Hani Ch./APS

Dernier virage de la campagne électorale

Les partis veulent renouer des liens avec la jeunesse algérienne

■ Les candidats en lice pour les locales du 23 novembre prochain jouent la carte de la jeunesse et semblent vouloir renouer des liens avec elle.

Par Thinhinene Khouchi

Les chefs des partis politiques ainsi que leurs candidats le savent très bien, c'est à la jeunesse qu'il faut parler et convaincre à avoir foi en leurs promesses. En effet, le SG du PRA, Kamel Bensalem, ainsi que Amar Ghoul, chef du parti TAJ, considèrent que ce sont les jeunes qui feront la gloire de notre pays. Lors d'un meeting animé au centre culturel Aissat-Idir de Skikda dans le cadre de la campagne électorale, M. Bensalem a estimé que les jeunes sont la meilleure ressource que l'Algérie possède, ajoutant que ce sont eux qui créent le changement et le renouvellement. Il a rappelé, par ailleurs, que les listes de candidats de sa formation politique englobe des «jeunes qui œuvreront à l'édification d'un avenir prospère pour l'Algérie», et pour trouver aussi des «solutions aux problèmes des citoyens». Le représentant de l'union Nahda-Bina-Adhala a souligné la nécessité de renoncer à l'abstention, de faire preuve d'optimisme et d'espoir et de responsabilité parmi les jeunes qui représentent la force de la société, ajoutant qu'il est primordial de former ces jeunes pour leur inculquer les valeurs

morales, les constantes nationales, l'esprit patriotique, le sens de la fraternité, de la solidarité et de la responsabilité. Le président du Mouvement de la société pour la paix, Abdelmajid Menasra, a souligné à Relizane que sa formation politique œuvre à rendre aux Algériens, surtout les jeunes, l'espoir et la confiance en leur pays et à lutter contre les discours semant le désespoir. Au cours d'un meeting à Batna, le président du Front El Moustakbal, Abdelaziz Belaid, qui a précisé que l'Algérie a besoin aujourd'hui de tous ses enfants pour contrecarrer le danger extérieur et toute sorte de convoitise, a appelé, à cette occasion, les jeunes en particulier à garder espoir et à valoriser la solidarité entre le peuple, soulignant que les candidats de son parti œuvreront en cas de victoire à représenter leurs électeurs et à être à l'écoute de leurs préoccupations. Le président du Front national pour la justice sociale a plaidé, de son côté, pour une revalorisation des aides octroyées par l'Etat aux couches défavorisées, à l'instar des personnes aux besoins spécifiques, des personnes âgées tout comme les étudiants et les stagiaires des centres de formations professionnelles, majoritairement jeunes, du fait qu'elles



PHOTO: R. SG de l'Alliance nationale républicaine, ont appelé, pour leur part, les citoyens à voter pour leurs candidats, prônant le changement afin de réussir à relever les défis auxquels est confronté le pays, qualifiant ce scrutin de rendez-vous crucial pour l'avenir de l'Algérie. Par ailleurs, le président du Mouvement d'édification nationale a invité, depuis Tiaret, les électeurs à voter en masse pour combattre la fraude et imposer la légitimité par les élections. Il a estimé que les élections locales constituent une étape importante dans la vie politique du pays car se situant entre les précédentes législatives et les prochaines présidentielles de 2019. Belmahdi a appelé, en outre, les hommes politiques à œuvrer pour sauver le pays et la nation par la mise en place d'une politique intérieure et économique judicieuse, comme il a plaidé pour un amendement du code électoral, une liberté du fait électoral et sa préservation ainsi qu'une protection de la voix de l'électeur. Enfin, le SG du RND, Ahmed Ouyahia, a appelé depuis Oran à l'édification de l'Algérie et à la préservation des acquis enregistrés grâce au Président Bouteflika.

T. K.

Grande mosquée d'Alger

Le projet livré dans son intégralité avant fin 2019

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, a indiqué, samedi, lors de l'inspection des travaux de réalisation de la Grande mosquée d'Alger, que le projet sera livré dans son intégralité avant fin 2019, précisant que toutes les entraves techniques ont été levées ce qui permet d'accélérer la cadence de réalisation. En marge de cette visite d'inspection en compagnie du ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, du ministre des Affaires religieuses et des wakfs, Mohamed Aïssa, du ministre du Tourisme, Hacène Mermouri, et du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, M. Temmar a précisé que cette mosquée sera un chef-d'œuvre architectural qui apportera une touche esthétique à la capitale. La phase de décoration et d'ornement a été amorcée en concertation avec des architectes décorateurs et des calligraphes et en coordination avec les responsables compétents des trois secteurs ministériels concernés (Affaires religieuses, Culture et Tourisme), a fait savoir le ministre. «Les travaux de décoration sont très importants», a affirmé M. Temmar, précisant que «la Grande mosquée d'Alger doit être un chef-d'œuvre et un lieu de rayonnement pour la capitale et l'ensemble du territoire national».

Le ministre a également inspecté l'avancement des travaux au niveau de la salle de prière, de la cour, du minaret et de différentes autres parties de la mosquée où les travaux vont bon train. Abordant les solutions devant garantir une circulation fluide des personnes et des véhicules, le ministre a affirmé qu'il s'agit là d'un «défi» pour l'entreprise en charge de la réalisation de la mosquée, sachant que la capacité d'accueil de cette structure atteindra 120 000 fidèles. Pour sa part, le ministre des Affaires religieuses, Mohamed Aïssa, a indiqué que les difficultés liées à l'architecture et à l'aspect technique ont été surmontées, relevant que

le chantier de la mosquée entamait sa phase esthétique inspirée, a-t-il dit, de notre culture islamique. La Grande mosquée sera un pôle culturel, a affirmé le ministre, relevant qu'il est procédé actuellement à la formation du staff chargé de la gestion de la mosquée. S'agissant du tapis de la mosquée, M. Aïssa a affirmé que jusqu'à présent il n'y a pas d'enveloppe financière pour son acquisition, précisant qu'aucun pays n'a offert de tapis à l'Algérie. Réalisée sur une superficie dépassant 27 hectares, la Grande mosquée d'Alger compte une salle de prière d'une superficie de 20 000 m², un minaret long de 267 m, une bibliothèque, un

centre culturel, une maison du Coran, ainsi que des jardins, un parking, des blocs administratifs et des postes de Protection civile et de sûreté, et des espaces de restauration. Dans la partie sud du site, est prévu un centre culturel composé d'une grande bibliothèque, de salles de cinéma et de conférences pouvant accueillir 1 500 participants.

Lancé début 2012, le projet de réalisation de la Grande mosquée d'Alger a été confié à l'entreprise chinoise «CSCEC». Le minaret de la Grande mosquée d'Alger est le plus haut minaret du monde. Concernant les deux niveaux du sous-sol comportant des systèmes antisismiques (qui

permettront d'atténuer la puissance d'un séisme de 2,5 à 4 fois, leur réalisation est achevée à 100%. Les salles d'ablution et de prière ont une capacité d'accueil de 3 500 personnes. La bibliothèque compte un million de livres, le centre culturel peut accueillir 3 000 personnes, la maison du Coran 300 étudiants et le parking automobile 4 000 véhicules.

La grande mosquée d'Alger qui sera livrée fin 2019, est la plus grande mosquée d'Afrique et la troisième plus grande mosquée du monde après Masjid Al-Haram de La Mecque et Masjid Al-Nabawi de Médine.

Salem K./APS

Entraide judiciaire

Le Sénat français approuve la nouvelle convention algéro-française

Le Sénat français a approuvé, sans modification, en première lecture, le projet de convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre l'Algérie et la France, a-t-on appris samedi auprès du Sénat. Le projet adopté jeudi dernier par les sénateurs a été notifié samedi dans le bulletin intérieur de la seconde chambre parlementaire française. Votée par l'Assemblée française en août dernier, la conven-

tion, signée à Paris le 5 octobre 2016 par le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, et son homologue français de l'époque Jean-Jacques Urvoas, remplace de l'Accord du 28 août 1962 dans son volet relatif à l'entraide judiciaire en matière pénale. Négociée dans le respect de la souveraineté des deux Etats et en tenant compte des spécificités de leurs systèmes juridiques

et judiciaires respectifs, la convention permettra aux deux pays de relever les défis des nouvelles formes de criminalité. Le rapport de la commission, présenté par la députée Sira Sylia (La République en Marche), a souligné que «les relations entre la France et l'Algérie sont marquées depuis 2012 par une dynamique inédite», qualifiant la nouvelle convention de «véritable avancée». «Les

relations entre la France et l'Algérie sont marquées depuis 2012 par une dynamique inédite. Notre coopération culturelle, scientifique et technique connaît elle aussi un renouveau et les relations économiques et commerciales ont progressé de manière rapide depuis 1999», a précisé le rapport rédigé au nom de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée française.

Y. N.

7^e Salon international de la pêche et de l'aquaculture

Début d'une session de formation sur les techniques de pêche modernes

■ Une session de formation sur les techniques modernes de la pêche s'est ouverte à Oran, en marge du 7^e Salon international de la pêche et de l'aquaculture, avec la participation de 20 cadres de 11 pays arabes.

Par Salem K.

Le directeur général de la pêche et de l'aquaculture, Tahar Hammouche, a réitéré, dans son allocution d'ouverture, «l'engagement de la tutelle à mettre l'expérience des écoles et instituts de formation dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que les recherches du Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (Cnrdpa), à la disposition de nos frères des pays arabes membres de l'Organisation arabe pour le développement agricole (Oada), en vue d'améliorer le niveau de formation, de maîtrise technique et scientifique et de la gestion durable des res-



sources halieutiques». Les participants à cette rencontre de six jours bénéficieront d'une formation théorique et pratique sur les techniques et méthodes modernes de la pêche, et seront encadrés par un staff pédagogique qualifié, avec des moyens modernes, notamment des dispositifs de simulation de pêche et de navigation maritime à bord du navire-école «Toufik» appartenant à l'Institut national supérieur des pêches et de l'aquaculture

d'Alger (Inpsa), ajoute le même responsable. Deuxième du genre après celle organisée en 2015, la formation permettra aux participants d'avoir une meilleure connaissance et maîtrise du pilotage des navires et des techniques modernes de la pêche, a-t-on précisé. Pour sa part, le directeur général de l'Oada, Ibrahim El-Dukhiri, a souligné que «l'Organisation misait énormément sur le secteur de la pêche

et de l'aquaculture, ce qui l'a amenée à mettre en place une stratégie pour l'aquaculture en eaux douces (2017-2037)», relevant que l'Algérie était un pays «leader en la matière, et les participants à cette formation pourront mieux se former sur les techniques modernes utilisées en matière de pêche, et tirer profit de l'expertise des cadres de l'Inpsa». Il a ajouté que cette formation permettra d'initier les participants aux techniques et

méthodes modernes de pêche, ce qui permettra de développer ce secteur dans plusieurs pays arabes». L'Oada, ajoute M. El-Dukhiri, dispose d'une stratégie de développement agricole (2005-2025) à laquelle des amendements ont été apportés et qui sont liés notamment au climat et à l'environnement. «Ces stratégies se veulent être le point de départ des programmes de l'Oada destinés à ce secteur vital, vu l'importance qu'il revêt pour la sécurité alimentaire arabe», a indiqué M. El-Dukhiri, soulignant que «les pays arabes continuent d'importer une grande partie de leurs produits alimentaires hors de la région malgré les grandes capacités et potentialités qu'elle recèle». De son côté, le représentant de l'Organisation mondiale de l'agriculture et de l'alimentation (FAO) en Algérie, Nabil Assaf, a indiqué que la FAO est sur le point d'élaborer un cadre stratégique de coopération avec l'Algérie en vue de tracer les priorités pour les quatre prochaines années. «Il y a également un projet de coopération entre la FAO et l'Oada pour améliorer les secteurs de la pêche et de l'agriculture d'une manière générale», a-t-il ajouté. Cette session de formation est organisée à l'initiative du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, en coordination avec l'Oada.

S. K./APS

Croissance économique dans la zone euro

La Commission européenne révisé à la hausse ses prévisions

La Commission européenne a revu à la hausse ses prévisions de croissance économique dans la zone euro pour 2017 et 2018, assurant que l'économie de la zone connaîtra cette année son rythme de croissance «le plus rapide depuis dix ans». Dans ses prévisions d'automne publiées ce jeudi, l'exécutif européen table sur une croissance du PIB réel en 2017 devant atteindre 2,2% en zone euro, un chiffre nettement plus élevé que celui annoncé au printemps (1,7%). Avec une croissance de 2,3%, l'économie de l'ensemble de l'UE devrait elle aussi dépasser largement les prévisions qui étaient de 1,9% au printemps. La Commission européenne prévoit également une poursuite de la croissance tant dans la zone euro que dans l'UE, à un rythme de 2,1% en 2018 et de 1,9% en 2019. Dans ses prévisions de printemps, l'exécutif européen avait annoncé pour 2018, une croissance de 1,8% pour la zone euro et 1,9% pour l'UE. Si les résultats affichés par l'économie européenne cette année sont «nettement meilleurs que ce qui était prévu», c'est «en raison de la résilience de la consommation privée, du renforcement de la croissance mondiale et du recul du chômage», a expliqué l'exécutif européen. La Commission européenne a observé également «un redémarrage de l'investisse-

ment», après la dissipation de l'incertitude, relevant que tous les Etats membres connaissent actuellement une phase d'expansion économique même si «les salaires ne progressent que lentement». «Après cinq années d'une reprise modérée, la croissance européenne est entrée dans une phase d'accélération», a affirmé le commissaire européen chargé des Affaires économiques et financières, Pierre Moscovici, lors de la conférence de presse consacrée à la présentation des prévisions d'automne. Il a exhorté, dans ce contexte, les Etats membres à «agir de manière résolue pour pérenniser cette croissance économique et en répartir équitablement les fruits», estimant que «la convergence structurelle et le renforcement de la zone euro sont deux conditions essentielles pour que la croissance résiste mieux à de futurs chocs et devienne un véritable moteur de la prospérité commune».

Diminution du chômage, inflation modérée

Sur le front de l'emploi, l'exécutif européen table sur une diminution du chômage dont le taux, dans la zone euro, devrait s'établir à 9,1% en moyenne, son niveau le plus bas depuis 2009. «Le nombre total de personnes disposant d'un emploi atteindra un niveau record», prévoit la

Commission européenne qui soutient que le taux de chômage devrait continuer à baisser au cours des deux prochaines années, pour atteindre 8,5% en 2018 et 7,9% en 2019. Quant au taux de chômage de l'UE, il devrait s'établir à 7,8% en 2017, à 7,3% en 2018 et à 7,0% en 2019. «La création d'emplois ralentira à mesure que les incitations fiscales temporaires seront abandonnées dans certains pays et que des pénuries de compétences apparaîtront dans d'autres», a-t-elle prévenu. L'exécutif européen est, néanmoins, moins optimiste concernant l'inflation dans la zone euro qui devrait s'établir, en moyenne, à 1,5% cette année et tomber à 1,4% en 2018, avant de remonter à 1,6% en 2019, loin de l'objectif de la BCE d'un taux proche de 2%. La fluctuation au cours des neuf premiers mois de l'année du taux de l'inflation, la Commission européenne l'explique par les «effets de base liés à l'énergie». Quant à l'inflation sous-jacente, qui reste modérée, c'est «la conséquence d'une période prolongée marquée par une faiblesse de l'inflation et de la progression des salaires, ainsi que par la sous-utilisation persistante de la main-d'œuvre», a-t-elle estimé. S'agissant des finances publiques, l'exécutif européen affirme que celles-ci bénéficieront de l'embellie

«conjoncturelle», assurant que les Etats membres de la zone euro devraient voir leur situation budgétaire s'améliorer plus nettement que prévu au printemps, principalement grâce à la reprise de la croissance. Les risques liés à l'évolution économique sont «globalement équilibrés», a estimé la Commission européenne, soulignant que les principaux risques liés à la baisse sont extérieurs et liés aux «fortes tensions géopolitiques», citant, à ce titre, l'exemple de la péninsule coréenne, à «l'éventualité d'un resserrement des conditions financières à l'échelle mondiale», à «l'ajustement de l'économie chinoise» ou à «l'expansion du protectionnisme». Dans l'UE, les risques sont liés aux «négociations sur le Brexit et à leurs résultats», ainsi qu'à la «forte appréciation de l'euro et à l'augmentation des taux d'intérêt à long terme», a-t-elle ajouté. Elle a précisé, à ce propos, que ses prévisions pour l'année 2019 reposent sur l'hypothèse purement technique d'un maintien du statu quo en ce qui concerne les relations commerciales entre l'UE-27 et le Royaume-Uni. «Il s'agit là d'une simple prévision, qui n'a aucune influence sur les négociations en cours dans le cadre de la procédure prévue à l'article 50 sur le retrait du Royaume-Uni de l'UE», a-t-elle fait remarquer.

A. O.

Pour renégocier sa dette Le Venezuela renouvelle son appel aux investisseurs

LE VENEZUELA a appelé une nouvelle fois les créanciers internationaux à participer, aujourd'hui à Caracas, à la renégociation de la dette du Venezuela et du groupe public pétrolier PDVSA. «Nous invitons, une fois de plus, les investisseurs à s'inscrire (...) en envoyant un courrier électronique à renegociacion@pdvsa.gov.ve», a indiqué le ministre de l'Economie et des Finances, Simon Zepa, sur Twitter. Vendredi, le Venezuela, en grande difficulté financière, devait rembourser dans la journée 81 millions de dollars d'intérêts de PDVSA, le groupe pétrolier d'Etat, au risque sinon de se retrouver en situation de défaut de paiement sur sa dette extérieure. La dette du Venezuela envers l'étranger est estimée à 150 milliards de dollars. Mais ses réserves en devises ont fondu à 9,7 milliards de dollars, alors que d'ici la fin de l'année il doit rembourser de 1,47 à 1,7 milliard, puis environ 8 milliards en 2018

R. E.

Constantine

Attribution en décembre de plus de 260 logements publics locatifs

■ Au total, 264 logements publics locatifs (LPL) seront attribués au mois de «décembre prochain» au niveau de l'unité de voisinage (UV) 17 de la nouvelle ville Ali-Mendjeli (Constantine), a affirmé le chef de l'exécutif, Abdessamie Saidoune.

Par Ahlem N.

Le quota de logements se divise en deux parties, l'une de 120 unités LPL et une autre de 144 logements de même type sur un total de 328 logements LPL, réalisés par l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI), a indiqué le wali au cours d'une visite d'inspection du chantier au niveau de ce pôle urbain. M. Saidoune a précisé, à ce propos, que les travaux de réalisation sont achevés et qu'il ne subsiste plus qu'une partie de l'aménagement extérieur, ajoutant que la distribution du quota restant, constitué de 184 logements, est prévue pour le «début de l'année 2018». En inspectant le projet des 434 logements participatifs, entièrement achevés à l'UV 5 d'Ali-Mendjeli et dont la distribution a enregistré un retard du fait de problèmes techniques liés au raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz naturel, le wali de Constantine a promis aux bénéficiaires de ces unités d'œuvrer à «aplanir les écueils» pour que les logements puissent être distribués d'ici la fin de l'année. M. Saidoune a également fait état de la nécessité de lever toutes les entraves concernant le projet de réalisation de 66 logements promotionnels

dans le quartier de Zouaghi-Slimane pour parfaire la construction de ces unités, et ce, afin que l'ENPI puisse les octroyer à leurs propriétaires. A la cité Ziadia, sur les hauteurs de la ville de Constantine, le wali s'est enquis du déroulement d'une opération de nettoyage et d'aménagement de l'environnement initiée par des citoyens, exprimant son «soutien total à ce genre d'initiatives» et donnant son accord au badgeage de 50 immeubles. Le même responsable a, par ailleurs, demandé à accélérer la cadence des travaux de réalisation d'un terrain de proximité au profit des jeunes du quartier et à consacrer quatre emplacements pour créer des aires de jeux pour les enfants. A noter que 850 logements de type promotionnels aidés (LPA) seront attribués «prochainement» à leurs bénéficiaires au niveau de l'extension sud de la nouvelle ville Ali-Mendjeli.

70 écoles primaires rénovées dans la commune d'El Khroub

Soixante-dix établissements du cycle primaire dans la commune d'El Khroub (wilaya de Constantine) ont fait l'objet de «grands travaux de rénovation»



Ph. > D. R.

durant les cinq dernières années, a relevé Abdelhamid Aberkane, président de l'Assemblée populaire communale (APC) de cette collectivité. Intervenant lors d'une rencontre d'information, tenue au niveau de l'ex-salle de cinéma Massinissa, jouxtant le siège de l'APC d'El Khroub, M. Aberkane a affirmé que ces 70 écoles font

partie d'un total de 95 établissements scolaires gérés par cette collectivité. Les opérations de rénovation, menées au niveau des établissements scolaires implantés sur le territoire de cette commune, y compris de nouvelles infrastructures situées à la nouvelle ville Ali-Mendjeli, ont nécessité, selon le P/APC, une enveloppe financière de

l'ordre de 450 millions de DA. Il a également indiqué que la gestion des écoles, implantées sur le territoire de la commune d'El Khroub, est assurée par 890 employés entre personnels affectés au gardiennage, au nettoyage des établissements, en sus des cantinières. Selon ce même responsable, l'APC a consenti beaucoup d'efforts dans le volet relatif à l'éducation en consacrant «80 millions de dinars annuellement» pour assurer le transport scolaire des élèves de nombreux villages relevant de cette commune. M. Aberkane a évoqué, à cet effet, les difficultés liées à l'éloignement des localités, à l'instar notamment de Salah-Derradji et Guettar El Aich, nécessitant le recours au transport scolaire pour garantir la scolarisation des enfants, ajoutant que des écoliers issus de familles relogées à Ali-Mendjeli sont également concernés. Le président de l'APC d'El Khroub a, d'autre part, fait état de la réalisation de deux crèches communales, une à caractère public et une autre cédée en concession à un privé.

A. N./APS

Said F.

Ain Témouchent

Une wilaya pionnière dans le créneau de l'aquaculture

Ain Témouchent est considérée comme une wilaya pionnière dans le créneau de l'aquaculture, avec sa ferme Aqasol, premier projet spécialisé dans l'élevage de poissons visant à renforcer les capacités du secteur de la pêche et l'aquaculture. Ce projet a encouragé d'autres investisseurs à opter pour ce créneau, provoquant un effet d'entraînement, comme en témoigne le nombre de projets similaires implantés au niveau de la wilaya, a expliqué le directeur local de la pêche, Sahnoune Boukabrine. L'investissement est entré en activité en 2013, à la faveur de la réalisation d'une ferme pour l'élevage des alevins dans la zone de Sbiaat, d'une capacité de production de 700 tonnes par an. Cette quantité doit dépasser bientôt les 1 000 tonnes par an en terre ferme, selon les estimations, après la réalisa-

tion de nouvelles installations. Il s'agit de la réalisation de six cages flottantes, non loin de Cap Figalo pour atteindre une production de 1 200 tonnes annuellement, selon le responsable. Par ailleurs, il est prévu la réception, avant la fin de l'année en cours, de trois grands projets dans l'élevage de poissons et des mollusques, a fait observer M. Boukabrine, signalant également trois autres projets d'investissement dont deux dédiés à l'élevage de poissons et l'autre concernant la conchyliculture (huîtres) qui sera réalisé dans la zone d'activité de Sbiaat. Ces projets d'investissement devront assurer une production de 1 200 tonnes de poissons par an, avec un taux moyen de 600 tonnes/an pour chaque projet et une production de 100 tonnes/an de mollusques. Ils constitueront un plus pour le secteur, notamment en matiè-

re de capacités de production halieutique, consolidant ainsi la place de leader de la wilaya dans le marché du poisson au niveau national. Dotée d'une superficie de 8 hectares, la zone d'activité de Sbiaat, dans la commune de Msaid, abrite des projets de production de poissons. Conçue spécialement pour accueillir des projets d'investissements dédiés à l'aquaculture en bassins de terre, cette zone dispose de 25 lotissements pouvant accueillir 27 projets d'investissement dans la même filière. Huit projets ont déjà été retenus et les décisions ont été attribuées à leurs bénéficiaires cette année. Il s'agit de concessions au profit des bénéficiaires ainsi que 7 autres projets dont les études techniques sont en cours d'élaboration, a révélé M. Boukabrine.

Oran

Projet d'un espace de services à proximité de la pêcherie

Un espace de services sera réalisé à proximité de la pêcherie d'Oran, dans le cadre d'un investissement public-privé, a-t-on appris du wali d'Oran, Mouloud Chérifi. En visite au vieux quartier de Sidi El Houari, le wali a indiqué que l'étude est en cours pour la création de cet espace regroupant des restaurants de poissons et des cafés-terras et pouvant constituer une

aire de repos et de détente au profit des familles. Des marches menant au fort de Santa Cruz seront réalisées sur les hauteurs du mont Murdjadjo dans le cadre d'une opération à l'étude, dotée d'une enveloppe financière de 6 millions DA. Non loin de la poissonnerie d'Oran, un autre espace similaire sera réalisé après la démolition de quatre anciens bâtiments. Il regroupera des res-

taurants, des cafétérias et d'un parking de véhicules avec la réalisation de passerelles menant à la place Kleber, au cœur de haï Sidi El Houari, donnant une vue sur la frange maritime. Cet espace pourra prendre, après l'achèvement de l'aménagement, la dimension d'un pôle de détente des familles oranaises et des touristes, a souligné M. Chérifi. En inspectant le chemin menant

au pont Zabana situé au prolongement du boulevard de l'ALN (ex-Front de mer) à l'est d'Oran, le wali a insisté sur l'intensification des actions de reboisement et de création d'espaces verts et le renforcement de l'éclairage public, en plus de l'installation de matériel sportif pour les jeunes. Mouloud Chérifi a aussi mis l'accent sur la reconversion d'un site, utilisé pour l'artillerie lourde

par le colonisateur français pendant la Deuxième Guerre mondiale, en lieu de mémoire avec la réalisation d'une fresque symbolisant cette époque. En marge de sa visite d'inspection, le wali a fait savoir que le projet du téléphérique d'Oran sera relancé avec la désignation d'une autre entreprise qui le prendra en charge dans les plus brefs délais.

R. R.



Sahara occidental / Traitement «cruel» des prisonniers politiques

Une ONG britannique interpelle Rabat

■ L'organisation britannique de défense des droits de l'Homme du peuple du Sahara occidental, Adala UK, a interpellé le gouvernement marocain sur les conditions déplorables de détention des prisonniers politiques sahraouis incarcérés dans les prisons marocaines, qualifiant le traitement «cruel» réservé à ces prisonniers de «violation pure et simple de leurs droits fondamentaux».

Par Lamine H.

Dans une lettre adressée au ministre marocain de la Justice, l'ONG britannique a exprimé sa «vive préoccupation» quant aux conditions de détention des prisonniers sahraouis, incarcérés dans les prisons marocaines. Adala UK a affirmé dans sa lettre, «détenir des informations datées du 1^{er} novembre 2017 qui attestent que l'administration du centre pénitentiaire Tift 2 a procédé au transfert vers une clinique psychiatrique du prisonnier sahraoui Brahim Ismaili sans l'avoir soumis au préalable à un examen médical». Elle souligne que ce transfert est intervenu suite à une grève de la faim, entamée par le prisonnier politique pour protester contre «les violations de ses droits fondamentaux en prison». L'ONG fait savoir qu'elle a été alertée par la fille du détenu qui lui a rendu visite début novembre, sur «les conditions épouvantables» dans lesquelles était détenu son père, et le «traitement inhumain» que lui font subir ses bourreaux. Au lieu d'améliorer ses conditions de détention comme il a revendiqué en entamant une grève illimitée de la faim, l'administration de la prison a «décidé de l'isoler en le transférant vers une clinique psychiatrique, sans avis médical», a relevé la lettre de Adala UK. Elle a souligné également l'absence des conditions d'hygiène dans le centre psychiatrique vers lequel Brahim Ismaili a été transféré. L'ONG britannique attire l'attention sur l'état de santé physique du prisonnier sahraoui qui «souffre de problèmes respiratoires sérieux, nécessitant une prise en charge médicale urgente dans une structure hospitalière à l'extérieur de la prison». «La décision d'isoler Brahim Ismaili vise dans le fond de l'intimider et la punir», affirme Adala UK qui a qualifié le traitement «cruel» réservé aux prisonniers politiques sahraouis, de «violation pure et simple de leurs droits fondamentaux». La lettre, signée par le vice-président de l'organisation, Nick Dylan, a relevé que l'ONG «reçoit régulièrement des rapports des prisonniers sahraouis, exposés à toutes formes de sévices et de mauvais traitements, dans les geôles marocaines». Elle a appelé les autorités marocaines à mener une enquête sur le cas de Brahim Ismaili et de prendre les mesures nécessaires pour le respect des normes internationales relatives au traitement humain des prisonniers.

Des milliers de manifestants à Madrid en faveur d'un référendum

Quelques milliers de per-



Ph. > D. R.

sonnes représentant les associations espagnoles solidaires avec le peuple sahraoui et des membres de la communauté sahraouie résidant en Espagne ont manifesté, samedi, à Madrid pour exiger l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental dans les plus brefs délais. De l'avenue Atocha, au centre de Madrid, en se dirigeant vers la place emblématique de la capitale espagnole Puerta del sol, les manifestants brandissant des drapeaux sahraouis, des banderoles dans lesquelles sont écrits des slogans demandant la paix pour le peuple sahraoui, le droit à l'autodétermination et la justice et le respect des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés, ont également scandé «la paix et la liberté pour le peuple sahraoui», «le Maroc coupable et l'Espagne responsable, où sont les droits de l'homme ?» et bien d'autres slogans mis en avant dans cette manifestation organisée, chaque année à Madrid, pour dénoncer les accords tripartites de Madrid du 14 novembre 1975 par le biais desquels l'Espagne a cédé le territoire sahraoui au Maroc et à la Mauritanie. Venus en milliers de toutes les villes espagnoles, les manifestants de tous âges ont mis en avant au cours de cette manifestation, les souffrances endurées par le peuple sahraoui suite à ces accords qui ont permis au Maroc d'envahir et d'occuper illégalement le territoire sahraoui depuis 1975. Cette nouvelle manifestation se veut non seulement être un moyen de donner plus de visibilité à la cause sahraouie selon ses promoteurs, en l'occurrence la

Coordination espagnole de solidarité avec le Sahara occidental (Ceas-Sahara), mais également une opportunité de lancer un appel de sensibilisation à l'opinion publique internationale pour les alerter sur la situation actuelle de la population sahraouie qui vit dépendante des aides humanitaires internationales. Les promoteurs de cette manifestation, placée cette année sous les thèmes «l'ONU doit imposer au Maroc le respect des résolutions internationales, le respect des droits de l'Homme et la tenue d'un référendum maintenant», rappellent dans leur manifeste que depuis plus de 40 ans, le peuple sahraoui maintient une résistance persévérante contre l'occupation illégale de sa terre par le Maroc. «La lutte du peuple sahraoui est basée sur une volonté ferme et déterminée pour le recouvrement de la liberté afin de pouvoir construire un avenir en paix dont les piliers sont la coexistence et la démocratie», ont-ils dit. Les manifestants, parmi lesquels des députés de certains partis espagnols, à l'instar de l'eurodéputée Paloma Lopez de la Gauche unie espagnole, le député Diego Canamero de Podemos ou encore Eric Battaller de Compromís, ont saisi cette occasion pour rappeler la responsabilité de l'Etat espagnol dans la situation de ce peuple et ce territoire qui attend toujours d'être décolonisé. «L'Espagne est toujours la puissance administrante du territoire sahraoui et c'est l'Espagne qui a failli à son devoir en ne terminant pas le processus de décolonisation pure encore, elle a eu recours à l'accord tripartite illégal qui a facilité l'occupa-

tion du Sahara occidental», ont-ils souligné avant de préciser que «ces accords sont nuls, conformément au droit international et par conséquent, l'Etat espagnol demeure le pouvoir responsable du territoire sahraoui selon les Nations unies». Dans leur communiqué final, les manifestants ont souligné que la «violation du droit à l'autodétermination au Sahara occidental, a non seulement jeté le peuple sahraoui dans un drame mais il continue encore de subir ses conséquences au quotidien et cause une instabilité à toute la région nord-africaine». Les promoteurs de la manifestation ont également invité «l'Etat espagnol à changer sa politique concernant le Sahara occidental et de jouer un rôle plus actif dans la recherche d'une solution urgente, juste et définitive devant aboutir à l'application du plan de paix par le biais d'un référendum sur l'autodétermination reconnu dans toutes les résolutions des Nations unies». «Nous demandons aussi que l'Etat espagnol répare les dommages causés par l'abandon du territoire sahraoui et cesse de soutenir le Maroc dans son occupation, et son pillage des ressources naturelles appartenant au peuple sahraoui», ont-ils indiqué. Une grande partie de la responsabilité incombe aussi aux membres du Conseil de sécurité notamment la France, disent les manifestants qui soulignent par ailleurs dans leur manifeste que «la neutralité n'existe pas lors de l'application du droit international. Celui qui ne soutient pas sa conformité soutient sa violation». Les activistes sahraouis ainsi que les représentants des diffé-

rents partis politiques présents lors de cette manifestation ont tous demandé la libération des prisonniers politiques détenus injustement et illégalement dans les prisons marocaines et appelé au respect de l'arrêt de la Cour de justice européenne (Cjue) qui exclut de l'accord UE-Maroc, l'exploitation des ressources naturelles sahraouies.

L. H./APS

Le sud-est de la Tunisie sous les flots Les autorités locales se disent dépassées

SUITE AUX pluies diluviennes qui se sont abattues sur les zones sud-est du pays, la situation est devenue, dès la nuit tombée, critique, surtout à Zarzis et Djerba, où les vidéos montrent que les autorités locales commencent à être dépassées. A Zarzis, on lance des appels aux autorités régionales de Médenine pour venir en aide à la zone, notamment en matériel et équipement lourd, car les véhicules dont dispose la commune sont dépassés par l'ampleur des crues. Au gouvernorat de Gabes, la situation est plus critique, surtout au niveau de Mareth et Matmata, où les eaux sont arrivées à des niveaux alarmants, poussant les habitants à se réfugier, parfois sur les toits des maisons, selon des témoins, et ce, alors que les secours se déclarent impuissants et ne peuvent même pas accéder aux sites sinistrés.

Fateh K./Agences



Ingérence de Moscou

Trump assure «croire» le renseignement américain

■ Donald Trump a assuré hier «croire» le renseignement américain, qui soupçonne Moscou d'ingérence dans les élections américaines, tout en évoquant la sincérité des dénégations de Vladimir Poutine.

Par Rosa C.

«Je crois nos agences de renseignement», a répondu le président américain, interrogé lors d'une conférence de presse au Vietnam sur les démentis du président russe.

«Je crois qu'il a le sentiment que ni lui ni la Russie n'ont interféré dans les élections». Mais, «que je le croie ou non... je suis avec nos agences», a insisté Donald Trump.

Samedi, après sa rencontre avec Vladimir Poutine en marge du sommet de l'Asie-Pacifique (Apec) à Danang, Donald Trump avait longuement mis en avant les dénégations de son homologue russe sur les accusations d'ingérence de Moscou dans la campagne américaine, laissant entendre qu'il le pensait sincère.

Quelques heures après ses déclarations, la CIA avait cependant confirmé ses accusations contre la Russie en expliquant que ses précédentes «conclusions» n'avaient «pas changé».

Plutôt discret sur les réseaux sociaux depuis le début de sa



PH. F. D. R.

tournée asiatique, Donald Trump a envoyé hier matin, avant sa conférence de presse conjointe avec son homologue vietnamien, une série de tweets revenant sur les grands dossiers des derniers jours. «Quand tous les haineux et les imbéciles se rendront-ils compte qu'avoir de bonnes relations avec la Russie est une bonne chose, pas une mauvaise chose ?», a tweeté hier matin

avant la conférence de presse le président américain, se réjouissant de l'accord de Moscou sur l'impasse de la solution militaire en Syrie. Il s'est par ailleurs félicité des progrès accomplis sur le dossier nord-coréen en annonçant que la Chine allait durcir les sanctions contre Pyongyang, dans un autre tweet.

«Le président chinois Xi a déclaré qu'il renforçait les sanctions contre (la Corée du Nord)», a tweeté Donald Trump depuis Hanoï, avant-dernière étape de sa tournée asiatique. L'avion présidentiel s'est posé hier en fin d'après-midi aux Philippines, où M. Trump doit participer à un sommet de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est.

Lors de son passage jeudi à Pékin, Donald Trump avait exhorté Xi Jinping à faire monter la pression sur le régime nord-coréen qui a procédé début septembre à un nouvel essai nucléaire. Dans un autre tweet, le

président américain a évoqué directement le dirigeant nord-coréen : «Pourquoi Kim Jong-Un m'insulterait-il en me traitant de "vieux" alors que je ne le traiterai jamais de "petit gros". Eh bien, j'essaie tellement d'être son ami, peut-être un jour ça arrivera!». Interrogé sur ce tweet lors de sa conférence de presse à Hanoï, le président Trump a confirmé ses velléités d'«amitié». «Il se passe des choses bizarres dans la vie», a-t-il dit, sur un ton conciliant, alors que la Corée du Nord a qualifié la tournée asiatique de Trump de «va-t-en-guerre». Après celles de Bill Clinton, George W. Bush, et Barack Obama, cette quatrième visite d'un président américain depuis la fin de la guerre (1975) couronne deux décennies d'un rapprochement spectaculaire entre Washington et Hanoï. La Chine est le premier partenaire commercial du Vietnam, mais la défiance vis-à-vis du géant de la région est réel-

le dans ce pays d'Asie du Sud-Est. En cause : ses appétits territoriaux sur la mer de Chine méridionale, qui crispent nombre de pays de la région, dont le Vietnam.

«Si je peux servir d'intermédiaire ou d'arbitre, faites-le moi savoir... Je suis un très bon médiateur», a déclaré Trump lors de sa conférence de presse.

Donald Trump n'a pas évoqué la question des droits de l'homme dans ce pays communiste à part unique où les dissidents sont nombreux derrière les barreaux.

Plusieurs ONG redoutent que le président américain n'évoque pas non plus auprès de son homologue philippin Rodrigo Duterte la question des droits de l'homme et les milliers de morts de la campagne philippine de lutte contre les stupéfiants. Les relations entre Washington et Manille, deux alliés unis par un accord de défense, s'étaient considérablement dégradées après l'élection en 2016 de l'avocat aujourd'hui âgé de 72 ans.

En cause, cette sanglante «guerre contre la drogue» qui avait été critiquée par l'ex-président américain Barack Obama, que M. Duterte avait en retour traité de «fils de pute».

Les débuts de la présidence Duterte avaient été marqués par un réalignement sur Pékin, au détriment de l'allié traditionnel américain, de la diplomatie philippine. Les choses se sont apaisées avec l'élection de M. Trump qui avait salué fin avril lors d'une conversation téléphonique avec M. Duterte le «travail incroyable sur le problème de la drogue» du dirigeant philippin.

R. C.



Points chauds

Proposition

Par Fouzia Mahmoudi

Durant la campagne des élections primaires de la droite et du centre de décembre dernier, nombreux furent les adversaires d'Alain Juppé qui l'avaient attaqué sur sa trop grande accointance avec le centre, voire la gauche. Ces critiques sont certainement ravies aujourd'hui de voir celui dont le bras droit est aujourd'hui Premier ministre d'Emmanuel Macron, tendre la main au président français. En effet, le maire de Bordeaux appelle ainsi à la création d'un «grand mouvement central» pour les élections européennes, programmées en mai 2019. «La question est de savoir qui en prendra le leadership. Mais si Macron reste dans la ligne de son discours à la Sorbonne, je ne vois pas d'incompatibilité», a assuré Alain Juppé. L'ancien Premier ministre fait référence au discours pro-européen prononcé par le président à la Sorbonne fin septembre, sur lequel il a trouvé «peu de choses à redire». Alain Juppé, qui apprécie un chef de l'État qui «mouille sa chemise», se retrouve dans la «crédibilité française retrouvée» et la «réapparition d'une capacité d'initiative» qu'Emmanuel Macron a engagée dans ses réformes. Contre la ligne Wauquiez, qui prône un virage à droite, le maire de Bordeaux se montre plus «indulgent» envers Macron et le Premier ministre Édouard Philippe, son ancien protégé. «Édouard Philippe est courageux. On commence à voir qu'il existe. Ce qu'il a fait sur la Nouvelle-Calédonie, chapeau !», s'est enthousiasmé Juppé, qui semble s'éloigner de plus en plus des Républicains. Thierry Solère, le président des Constructifs, a confirmé cette porte ouverte à une future alliance : «Je partage ce que dit Alain Juppé. C'est la démarche que nous les parlementaires avons entreprise à l'Assemblée nationale. Cela serait être populiste que de dire au Français "opposez-vous à ce gouvernement". Nous travaillons aujourd'hui activement avec tous les Européens qui se revendiquent de droite». Laurent Wauquiez, probable prochain président de Les Républicains, a jugé que la proposition d'une liste commune pour les élections européennes était «une erreur». «Nous ne partageons pas la même vision de l'Europe qu'Emmanuel Macron», en particulier sur l'élargissement éventuel de l'Union européenne, a-t-il dit. «C'est une profonde erreur car l'élargissement a tué l'Europe», a estimé Wauquiez, ancien ministre des Affaires européennes. «Ce que je dis, c'est qu'on va avoir des débats sur l'Europe». F. M.

Brexit

L'UE se prépare à la «possibilité» d'une absence d'accord

Le négociateur en chef de l'UE sur le Brexit, Michel Barnier, a déclaré hier se «préparer» à la «possibilité» qu'aucun accord ne soit trouvé avec Londres même si ce n'est pas le scénario qui a sa faveur.

«Ce n'est pas mon option, qui serait un retour en arrière de 44 ans (date de l'entrée du Royaume Uni dans l'UE, ndr). Mais c'est une possibilité», a-t-il dit dans une interview à l'hebdomadaire français Journal d'Hier.

«Chacun doit s'y préparer, États comme entreprises – nous-mêmes, nous y préparons techniquement», a-t-il ajouté.

Sans accord, le Royaume-Uni tombera le 29 mars 2019, date de sa sortie de l'UE, «dans le régime de droit commun de l'Organisation mondiale de com-

merce, avec des relations semblables à celles que nous entretenons avec la Chine», a-t-il averti. L'UE a donné vendredi deux semaines à Londres pour clarifier ses engagements sur les termes du divorce, en faisant une condition pour accepter en décembre l'ouverture des tractations commerciales que Londres réclame avec insistance pour préparer l'après-Brexit.

«Nous souhaitons aboutir à un accord d'ici à quinze jours ouvrables, en vue du Conseil européen des 14 et 15 décembre», a souligné le négociateur de l'UE. «Aujourd'hui, nous n'y sommes pas», a-t-il martelé. «Le rendez-vous sera reporté si les progrès ne sont pas suffisants», a-t-il réaffirmé. Londres et Bruxelles divergent

notamment sur le moyen d'éviter le retour d'une frontière «dure» avec l'Irlande. «Le conflit tragique entre les protestants et les catholiques n'est pas si lointain (...). Je ne ferai rien qui fragiliserait ce processus de paix», a insisté Michel Barnier. Si le délai des 15 jours n'est pas respecté, la perspective des négociations commerciales serait reportée à «février ou mars», lors d'autres sommets programmés à l'agenda européen, selon un haut diplomate de l'UE.

S'il est respecté, les 28 entameront «dès janvier 2018» les négociations sur leur futur relation qui mettront ensuite «au moins deux ans à aboutir» (accord de libre-échange, sécurité intérieure...), a évalué M. Barnier.



Musique

Concert à Alger de la cantatrice Aurélie Loilier et la pianiste Qiaochu Li

■ La cantatrice française Aurélie Loilier et la pianiste chinoise Qiaochu Li ont marqué, samedi soir, leur retour à Alger avec un concert de grande qualité, dédié au chant lyrique et aux grands noms de la musique d'opéra universel.

Par Adéla S.

Accueilli à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih, le récital, intitulé «Enchanteresses», invite à méditer le génie créatif des grands compositeurs de musique classique, mettant en valeur le talent et la virtuosité du duo de musiciennes. Présentes pour la deuxième fois à Alger, Aurélie Loilier, soprano à la voix cristalline, qui prend du volume dans la force d'interprétation, et Qiaochu Li au jeu époustouflant de maîtrise, de technique et de dextérité, ont embarqué, 80mn durant, le public – peu nombreux – dans un voyage onirique qui a regroupé les œuvres de grands compositeurs d'opéras universels. Les deux artistes ont brillamment rendu une quinzaine d'œuvres alignant les extraits d'opéras, «Soir d'Hiver», «L'Éternelle idole» et «Charme du jour» d'Augusta Holmès, «Don Pasquale, air de Norina : "Quel guardo il cavaliere"» de Gaetano Donizetti, «Gianni Schicchi, air de Lauretta, "O mio babbino caro"» de Giacomo Puccini et «La Wally, air de Wally, "Ebben" ? Ne andro lontana"» d'Alfredo Catalani.

Enchaînant avec douceur et savoir-faire, le duo a étalé «Chanson de Solveig» d'Edvard Grieg, «Youkali» de Kurt Weill,



Ph. > D. R.

«Les filles de Cadix» de Léo Delibes, «Norma, air de Norma : "Casta Diva"» de Vincenzo Bellini et «Air de Violetta : "Addio del passato"», ainsi que «Sempre libera», deux extraits de «La Traviata» de Giuseppe Verdi, permettant au public d'apprécier et de vivre pleinement «un registre musical peu existant», de l'avis d'une spectatrice, dans le répertoire de la musique symphonique en Algérie.

La cantatrice Aurélie Loilier, à la voix empreinte d'un puissant vibrato et d'une tessiture large, a fait montre de toute l'étendue de son talent, entraînant

Qiaochu Li, au doigté magique, dans les nuances d'un exercice difficile, dans une prestation qui a mis en valeur toute l'expérience et le professionnalisme du duo, présent à Alger après une tournée d'une semaine qui l'a mené à Tlemcen, Constantine et Oran. Dans un élan lyrique de haute facture, les pièces interprétées racontent l'amour, la gloire, la mélancolie, la joie, le rêve, la tristesse ou encore la vie, soutenues par des musiques aux variations multiples et aux couleurs esthétiques. La cantatrice a conclu avec «Oumir», une pièce de l'icône de la chanson orientale, Faïrouz, donnant du

plaisir à l'assistance qui a pris part au voyage dans un silence religieux imposé par la solennité du moment.

«Nous sommes très heureuses et honorées de nous produire pour la deuxième fois à Alger dans ce lieu prestigieux et devant ce merveilleux public», a déclaré Aurélie Loilier, appuyée par le sourire de Qiaochu Li.

Après de longues études de chant et de piano, Aurélie Loilier s'est produite, comme chanteuse, sur les scènes de différentes salles du monde entier. Au cinéma comme au théâtre, elle a été distribuée comme actrice-chanteuse et incarné de nombreux

personnages d'opéra qui lui ont valu plusieurs participations à différents festivals. Auteure de plusieurs diplômes d'études supérieures dans de grandes écoles de musique en Chine et en Europe, Qiaochu Li, a obtenu de nombreux prix dans différents grands concours, dont «Le prix spécial Bartok, "The 13th Asia"», «Premier prix de Lisma International Music Compétition» à New York (USA) et le prix «Les Clés d'or, degré d'excellence» en France, se consacrant actuellement à la musique de chambre, à travers plusieurs tournées en Europe et en Asie avec de grands noms de la musique.

Aurélie Loilier vient d'enregistrer avec Qiaochu Li un CD de mélodies de la grande compositrice française Augusta Holmès (1847-1903). Sous l'égide du ministère de la Culture, le concert «Enchanteresses» est organisé par l'Office national de la culture et de l'information (Onci), en collaboration, entre autres institutions, avec l'Opéra d'Alger et l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda). **A. S./APS**

Alger

Exposition collective de cinq peintres

Une exposition collective d'œuvres d'artistes plasticiens, explorant le symbole et le style figuratif dans la peinture mais aussi l'aspect contemporain dans la poterie et la céramique, a été inaugurée samedi à Alger.

Organisée par la galerie «Les Ateliers Bouffée d'Art», l'exposition intitulée «Sagadar» a réuni les œuvres de Belkis Sergoua, Samia et Rachida Merzouk, Jaoudet Guassouma et Karim Sergoua.

Avec une touche contemporaine, les plasticiennes Rachida et Samia Merzouk proposent aux visiteurs de petits objets de décoration en poterie et en céramique, revisitant des amphores et des khamssa (main de Fatma).

Dans ces objets du quotidien, plusieurs références à d'autres métiers de l'artisanat

se rencontrent dans des œuvres en céramique qui empruntent à la vannerie, la dinanderie ou encore le cuir leurs motifs et aspect. Le peintre Karim Sergoua expose, pour sa part, une collection puisant dans les symboles et les couleurs chaudes exprimant, dans des toiles comme «Eux et nous», «La famille qui avance», «Je ne vous ai pas compris» ou encore «Présences innocentes», une réalité et des bouleversements sociaux souvent incompris.

Dans un style plus recherché, invitant à la réflexion, le peintre propose une série d'œuvres où le trait, toujours masqué par une épaisse couche de blanc, est à peine suggéré au visiteur pour exprimer des émotions et des idées souvent liées à l'innocence, la purification et la méditation. Karim Sergoua diversifie aussi les supports en pro-

posant quelques travaux réalisés sur le bois de récupération à l'image de «Fichés...», des portraits abstraits, entourés de clous dorés, ou «Les dos courbés», réalisé sur une planche à linge. Plusieurs œuvres du plasticien Jaoudet Guassouma sont également proposées aux visiteurs dans une collection contemporaine, dénuée de contraintes dont «Tatsut», «Mekanik», ou encore «T'wesswiss», des travaux proches du Pop'art et de la figuration. Pour sa part, l'artiste peintre Belkis Sergoua a exposé une série de portraits, «Parenthèses» et «Diplopie», très proches du dessin assisté par ordinateur, fixant la perception propre d'un visage ou d'une main.

L'exposition «Sagadar» est visible jusqu'au 30 novembre à la galerie «Les Ateliers Bouffée d'Art».

Hania T.

Festival de cinéma de Carthage

«The train of salt and sugar» (Mozambique) primé

Lépopée d'un train à travers le Mozambique en pleine guerre civile, «The train of salt and sugar» s'est adjugé le Tanit d'or, récompense suprême des Journées cinématographiques du Carthage (JCC) dont la 28^e édition s'est achevée samedi soir à Tunis. Ce festival, un des évé-

nements culturels phares en Tunisie, est dédié aux films arabes et africains.

Le long-métrage du réalisateur brésilien Licio Azevedo qui réside au Mozambique, suit la façon d'un western le périlleux trajet d'un convoi parti échanger du sel contre du sucre en traver-

sant des zones rebelles, en 1989, alors que le pays est déchiré par la guerre.

Le Tanit d'argent a été décerné à un film d'Afrique du Sud, «Les initiés» du réalisateur John Trengove. Le Tanit de bronze est quant à lui revenu au film marocain «Volubilis», du réalisa-

teur Faouzi Bensaidi, une chronique sociale critiquant le libéralisme forcené.

Parmi les documentaires, outre «Ghost Hunting», du Palestinien Raed Andoni, le jury a notamment primé avec un Tanit de bronze «Au-delà de l'ombre». **R. C.**

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Seen Art Gallery (Dély Ibrahim, Alger)

Jusqu'au 26 novembre :

Exposition «Bleu mystique» de Karim Meziani.

Institut français d'Alger (Alger-Centre)

Lundi 13 novembre à 19h30 : Chants lyriques

«Enchanteresses» avec la soprano Aurélie Loilier et la pianiste Qiaochu Li. Entrée sur carte d'accès.

Galerie d'art Dar El-Kenz (Iot Bouchaoui 2, N° 325, Chéraga, Alger)

Du 11 au 25 novembre :

«18^e Salon d'automne du petit format», avec la participation de 23 artistes dont Bettina Heinen-Ayech, Catherine Rossi, Djazia Cherrih, Safia Zoulied, H'ssien, Rachid Talbi, Adlène Djeflal et Moussa Bourdine. La galerie est ouverte du dimanche au jeudi de 8h30 à 17h et le samedi de 10h à 17h.

Galerie des Ateliers Bouffée d'art (résidence Sahraoui, Les Deux-Bassins, Ben Aknoun, Alger)

Du 11 au 30 novembre :

Exposition-vente d'œuvres des artistes Rachida Merzouk, Belkis Sergoua, Samia Merzouk, Karim Sergoua et Jaoudet Gassouma.



Ligue 2 Mobilis (11^e journée)
L'AS Aïn M'lila seule en tête



L'AS AÏN M'LILA a repris seule les commandes de la Ligue 2 Mobilis de football en battant le MO Béjaïa (3) dans le match au sommet de la 11^e journée, disputée samedi et ayant vu l'autre ex-co-leader, la JSM Skikda, se neutraliser (1-1) chez la lanterne rouge, le RC Kouba. Les Crabes avaient tenu bon pendant pratiquement tout le match, avant de s'incliner à quelques minutes du coup de sifflet final, devant Dib, auteur du but victorieux à la 86'. Un précieux succès pour le leader qui consolide sa première place avec désormais 25 points, au moment où le MOB reste scotché à la 3^e place, avec 21 unités, soit juste derrière la JSM Skikda, 2^e avec 23 points, après s'être contentée d'un nul face au RC Kouba. L'issue aurait pu être beaucoup plus dramatique pour la JSMS, car le RCK avait réussi à ouvrir la marque dès la 6^e minute de jeu par Amrane, avant de préserver jalousement ce score jusqu'à l'heure de jeu, où il a fini par concéder l'égalisation devant l'inévitable Mokhtari. Les

Skikd restent ainsi au contact du leader, au moment où le Raed reste cloué dans les abysses du classement, avec 7 points, soit avec deux longueurs de retard sur l'avant-dernier, le CRB Aïn Fakroun, ayant profité de la réception d'un autre mal classé, l'Amel Boussaâda, pour remporter un large succès (3-0). Les «Tortues» avaient ouvert le score par Allam dès la 13', avant de doubler la mise par Tatem (26'), et de clôturer le festival par Korichi (56'). De leur côté, «Les Criquets» du CA Bordj Bou Arréridj ont été cueillis à froid lors de leur déplacement à Relizane, puisque le RCR local les a surpris dès la 8^e minute de jeu, grâce à son buteur-maison Mohamed Derrag. Une précieuse victoire pour les Vert et Blanc, qui s'étaient provisoirement hissés à la 4^e place avec 19 points, avant de reculer à la 6^e place en début de soirée, après le déroulement des matchs JSM Béjaïa - MC El Eulma et ASO Chlef - ASM Oran, car les victoires des Béjaouis et des Chéliens leurs ont permis de prendre respectivement les 5^e et 4^e places. Le club de Yemma Gouraya a battu le MC El Eulma (3-0), grâce à Ghanem (16'), Benchaïra (48') et Belgherbi (80'), au moment où l'ASO s'est remise à Benhamla (26') et Attafen (90'+3) pour l'emporter contre l'ASMO (2-0).

Résultats et classement :

CRBAF- ABS	3-0
RCR- CABBA	1-0
WAT-GCMA	1-0
RCK- JSMS	1-1
CAB-MCS	1-1
ASAM- MOB	1-0
JSMB-MCEE	3-0
ASO- ASMO	2-0

	Pts	J
1). AS Aïn M'lila	25	11
2). JSM Skikda	23	11
3). MO Béjaïa	21	11
-). ASO Chlef	21	11
5). JSM Béjaïa	20	11
6). RC Relizane	19	11
7). CABB Arréridj	15	11
8). ASM Oran	13	11
9). MC Saïda	12	11
-). WA Tlemcen	12	11
11). MC El Eulma	10	11
-). GC Mascara	10	11
-). Amel Boussaâda	10	11
-). CA Batna	10	11
15). CRB Aïn Fekroune	9	11
16). RC Kouba	7	11

Eliminatoires du Mondial 2018

La Tunisie et le Maroc iront en Russie

■ La Tunisie et le Maroc ont rejoint l'Egypte à la phase finale du Mondial 2018 lors de la dernière journée des éliminatoires, disputée avant-hier soir, et qui a vu les Aigles de Carthage prendre le point qui leur manquait face à la Libye, alors que les Lions de l'Atlas sont revenus avec les trois points de leur dernier déplacement en Côte d'Ivoire.

Par Mahfoud M.

Les équipes nord-africaine ont donc réussi presque un sans faute, étant donné qu'hormis l'Algérie, toutes les sélections majeures de cette région ont arraché leur ticket pour la Russie, avec l'Egypte qui a ouvert le bal avant qu'elle ne soit rejointe par la Tunisie et le Maroc. Vingt ans après leur dernière qualification à ce tournoi planétaire, le Maroc est revenu au premier plan, grâce à l'abattage d'un onze conduit de main de maître par le technicien français, double champion d'Afrique avec la Zambie et la Côte d'Ivoire, Hervé Renard. La victoire face à la Côte d'Ivoire était amplement méritée pour les Marocains qui étaient mieux concentrés sur leur sujet, contrairement aux Eléphants ivoiriens. Pourtant, ces derniers avaient bien débuté le match, se créant quelques occasions franches. Mais ce sont les Marocains bien sûr qui étaient plus décidés à l'emporter, car il s'agissait d'un match déterminant pour eux. Nabil Dirar avait ouvert la marque pour les Lions de l'Atlas, avant que Benatia n'enfonce le clou et per-



Les Aigles de Carthage ont réussi l'exploit

mettre à sa sélection et à son pays de figurer parmi les heureux élus qui figureront au prochain Mondial au pays de Poutine. De son côté, la Tunisie a su arracher ce seul point qui lui manquait en gérant bien le match qui l'opposait à la Libye sur son stade de Radès. Certes, les Aigles de Carthage n'ont pas su faire mieux qu'un match nul

(0/0) mais c'était amplement suffisant pour leur bonheur. Ils ont donc eu ce qu'ils voulaient en se qualifiant au tournoi mondial qu'abritera la Russie en août 2018. Le nord-africain est donc en fête puisqu'on ne se souvient pas d'une participation aussi importante de ces pays à un Mondial.

M. M.

Ligue 1 Mobilis (11^e journée.)

Le CSC l'a fait à Bologhine et garde son fauteuil

Le leader, CS Constantine, vainqueur sur le terrain de l'USM Alger (2-1), réalise une excellente opération lors de la 11^e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football jouée jeudi et samedi, en creusant l'écart sur l'un de ses plus sérieux concurrents pour le titre, l'ES Sétif (tenante du titre), accrochée chez la lanterne rouge, l'USM Blida (0-0), alors que la JS Saoura s'est emparée seule de la deuxième place après son succès contre l'USMBA (1-0). Les «Rouge et Noir» qui comptent encore trois matches en retard (MC Alger, ES Sétif et US Biskra), pensaient avoir fait l'essentiel en ouvrant le score par Yaya (ex-MO Béjaïa) dès la 11^e minute, mais le retour en force des hommes de l'entraîneur Amrani, en 2^e période, leur a permis de renverser la vapeur grâce à deux têtes du buteur Abid (58') et Dehar (73'), et continuer du coup leur belle chevauchée en tête du classement. Le nouveau dauphin a pour nom la JS Saoura. Une vic-

toire à domicile devant l'USM Bel-Abbès, grâce au buteur-maison Djallit (53') lui permet de rester à 4 points du CSC, mais surtout de prendre trois points d'avance sur la meute de poursuivants. Auparavant, la formation sétifienne qui avait pourtant une tâche plus aisée que les «Sanafir», a buté sur une courageuse défense de Blida, qui refuse d'abdiquer en dépit de sa mauvaise posture. Ce semi-échec (0-1) des hommes de Madoui pourrait être lourd de conséquence pour la défense de son titre. Le MC Oran, vainqueur de l'O. Médéa (2-0), a été également le grand bénéficiaire de cette journée en rejoignant le groupe de tête (17 pts). Tenus en échec lors de la 1^{re} période, les Oranais ont finalement trouvé la faille en 2^e période suite à un but contre son camp du Médéen Boubakar (57), et un second libérateur de Toumi (67). Le Paradou AC (17 pts), vainqueur jeudi de l'US Biskra, fait également partie du podium, une performance de choix pour un nouveau promu en Ligue 1. L'autre choc de la journée entre la JS Kabylië et le CR Belouizdad, joué sous une pluie battante, s'est terminé sur un score de parité (2-2). Le CRB qui court derrière sa 4^e victoire, après avoir gagné les 3 premières journées, a décroché un précieux point, alors que la venue d'Ait Djoudi à

la barre technique des Canaris, n'a pas donné le déclic tant attendu. En revanche, la belle série du MC Alger s'est arrêtée net devant son voisin algérois du NA Hussein-Dey. Un but assassin du Nahdiste Bouaouidat (90) a privé les Doyen d'une place sur le podium, alors que le Nasria qui va se séparer de son entraîneur Nabil Neghiz remonte sensiblement au milieu du tableau. Le match des mal-classés, DRB Tadjenanet-USM Harrach, s'est terminé sur un nul (1-1) qui arrange beaucoup plus les Harrachis. Ces derniers, qui ont mené au score depuis la 7^e minute grâce à Banouh, ont été rejoints en 2^e période par Haddad (70').

Racim M.

Résultats et classement :

NAHD- MCA	1-0
PAC-USB	1-0
USMB- ESS	0-0
DRBT- USMH	1-1
JSK-CRB	2-2
MCO- OCM	2-0
USMA- CSM	1-2
JSS- USMBA	1-0

	Pts	J
1). CSC	24	11
2). JS Saoura	20	11
3). ES Sétif	17	10
-). Paradou AC	17	11
-). MC Oran	17	11
6). CRB	16	11
7). MC Alger	15	10
8). JS Kabylië	14	11
9). USM Bel-Abbès	13	11
-). NAHD	13	11
11). USM Alger	12	8
-). O. Médéa	12	11
13). DRB Tadjenanet	11	11
14). US Biskra	9	10
-). USM El Harrach	9	11
16). USM Blida	3	11

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Aucune perte humaine, une trentaine de voitures calcinées

Incendie sur le navire Tariq Ibn Ziyad

UN VÉHICULE appartenant à un passager a pris feu samedi soir dans le garage du navire Tariq Ibn Ziyad qui se trouvait au nord des îles Baléares, en provenance de Marseille vers Alger, mais aucune perte humaine ni blessé n'ont été enregistrés, a indiqué, hier, l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (Entmv) dans un communiqué. Aussitôt alertée, une cellule de crise a été mise en place au niveau de la Direction générale de cette entreprise pour suivre l'évolution de cet incident et prendre les mesures nécessaires. «Cet incendie qui s'est propagé rapidement, causant ainsi la calcination d'une trentaine de véhicules, a été maîtrisé grâce à l'intervention rapide et efficace de l'équipage entraîné pour de telles situations d'urgence, appuyé en cela par le bon fonctionnement

des systèmes de lutte contre l'incendie à bord», ajoute la même source. Selon l'Entmv, «aucune perte humaine ni blessé parmi les passagers et équipage n'ont été enregistrés». Par ailleurs, le navire El Djazair II, à destination d'Oran en provenance de Marseille, a été dérouté sur le port d'El Cudia (Palma de Majorque) afin de rapatrier les 472 passagers qui se trouvaient à bord du car-ferry Tariq Ibn Ziyad pour les ramener au port d'Oran avant de rallier Alger. Une enquête sera rapidement diligentée «pour déterminer les causes exactes de cet incendie et situer les responsabilités», note le communiqué. L'Entmv avance aussi que la programmation commerciale du car-ferry Tariq Ibn Ziyad connaîtra quelques modifications.

Safy T./APS

Oran

Deux morts dans une explosion d'une bouteille de gaz propane

L'EXPLOSION d'une bouteille de gaz propane, survenue samedi soir à l'intérieur d'une maison située dans la localité de Sidi Chahmi, a fait deux morts et causé l'effondrement total de l'habitation, a appris l'APS, hier, des services de la Protection civile de la wilaya d'Oran.

Les corps des deux victimes ont été retirés des décombres de la maison individuelle de deux niveaux, a-t-on expliqué de même source. Les dépouilles mortelles des deux victimes ont été déposées au niveau de la morgue du Centre hospitalo-universitaire d'Oran. Il s'agit du père, âgé de 29 ans, et sa fille, un bébé de neuf mois, a-t-on ajouté.

Un important dispositif de la Protection civile a été mobilisé sur les lieux du sinistre, à savoir des équipes spécialisées et un matériel de sauvetage et de

recherche de victimes sous les décombres.

Une enquête a été ouverte par les instances compétentes pour déterminer les circonstances de cette explosion due à l'utilisation de gaz propane chez un particulier.

Contactée par l'APS, la direction locale de l'énergie a souligné que la réglementation prévoit une autorisation des autorités compétentes pour toute utilisation de ce type de bouteille de gaz propane. Ce produit est généralement utilisé dans l'industrie ou par des structures publiques qui recourent à une alimentation spéciale en gaz pour les besoins de leurs restaurants et cantines préparant des repas à un grand nombre de leurs effectifs.

L. O.

Tizi Ouzou

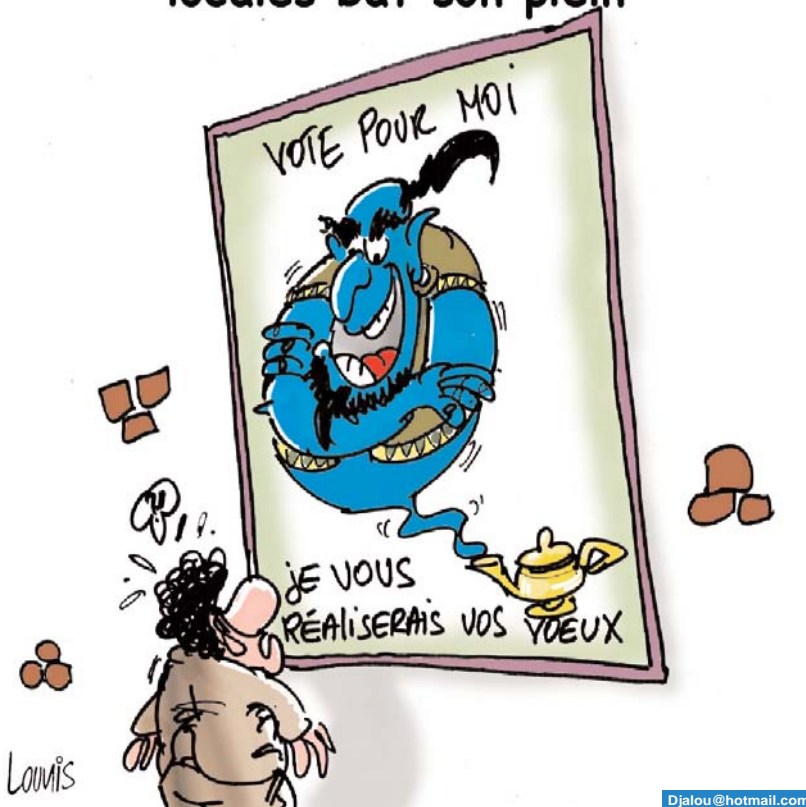
Une personne meurt par asphyxie au monoxyde de carbone

UNE PERSONNE est décédée avant-hier au village Tadart dans la commune d'Azeffoune (70 km au nord-est de Tizi Ouzou), après avoir inhalé du monoxyde de carbone provenant d'un poêle à gaz butane défectueux, avons-nous appris, hier, auprès de la Protection civile. Il était 11 h, quand les éléments de la Protection civile de l'unité d'Azeffoune ont été alertés. Sur les lieux du drame, ils découvrent dans une chambre le corps d'un homme de 81 ans sans vie, allongé sur un lit. Dans l'après-midi du même jour, tout

jours selon la même source, non loin d'Azeffoune, au village village Ait Mhand dans la commune de Fréha (25 km à l'est de Tizi Ouzou), une explosion de gaz butane s'est produite dans une cage d'escaliers pendant des travaux de soudure au niveau du rez-de-chaussée d'une habitation. Un jeune de 24 ans a été brûlé au deuxième degré au niveau de la tête, du visage et des mains. Il a été évacué à l'hôpital d'Azazga.

Hamid M.

La campagne pour les élections locales bat son plein



Djalou@hotmail.com

Plusieurs arrestations et d'importantes quantités de drogue saisies

La criminalité toujours d'actualité

■ La criminalité prend des proportions alarmantes dans certaines villes algériennes, au point de devenir l'une des principales causes d'inquiétude des citoyens.

Par Meriem Benchaouia

Devant un taux qui monte en flèche, une délinquance qui fait l'éloge de la presse, et des faits divers traumatisants qui font les gros titres des journaux, la situation semble inquiétante, en attestent les chiffres des services de sécurité. En effet, la criminalité est en train de plonger la société dans la peur et l'insécurité. Vols, agressions physiques, viols, trafic de drogues, meurtres, sont autant de délits enregistrés par les services de l'ordre. Devenant ainsi un véritable phénomène de société, le taux de criminalité augmente de plus en plus. Cette recrudescence alarmante est observée dans plusieurs régions du pays, même les zones reculées ne sont pas épargnées. En effet, les cas enregistrés à travers le territoire national, les faits journalièrement exposés dans les colonnes des quotidiens nationaux d'information démontrent l'ampleur du fléau. L'éradication du phénomène n'est certainement pas pour demain. Les réseaux sont plus organisés, mieux structurés, certainement liés à des circuits internationaux de trafic. Pourtant, les autorités mènent une lutte implacable et sans merci à travers plusieurs régions du pays. Un combat ininterrompu contre toute forme d'atteinte au pays : la

lutte contre le crime reste une priorité majeure. Effectivement, un total de 115 individus suspects ont été interpellés à Alger pour divers délits dont la détention et trafic de drogue et une importante quantité de cannabis traité et d'armes blanches a été récupérée par les forces de police de la Sûreté de wilaya d'Alger, a indiqué un communiqué de la direction générale de la Sûreté nationale. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité, les forces de police de la sûreté de wilaya d'Alger, ont mené récemment des opérations de recherches dans les différents quartiers de la capitale, qui se sont soldées par l'interpellation de 115 individus suspects pour divers délits dont la détention et trafic de drogue, port d'armes prohibées, et la récupération de 200 comprimés psychotropes, ainsi qu'une importante quantité de cannabis traité et d'armes blanches», a précisé la même source. Par ailleurs, agissant sur information, les éléments de la police judiciaire, relevant de la sûreté de wilaya d'Oran, ont exécuté trois mandats de perquisition aux domiciles des individus suspects impliqués dans des affaires liées au trafic de drogue, qui se sont soldées par l'interpellation des mis en cause et la récupération de 32 comprimés psychotropes, plaquettes de cannabis traité, une

quantité de poudre blanchâtre (héroïne), a ajouté le communiqué de la DGSN. A Mascara, les éléments de la police judiciaire ont réussi «une belle prise» en mettant récemment «hors d'état de nuire» deux trafiquants de drogue et en récupérant cinq kilogrammes et 335 grammes de cannabis traité, est-il noté. En effet, lors d'un point de contrôle érigé au niveau du centre-ville, les forces de police ont interpellé un «individu suspect» à bord d'un véhicule en possession de cinq kilogrammes et 335 grammes de cannabis traité, a ajouté la même source. Poursuivant leur enquête, les éléments de la même structure de police ont exécuté un mandat de perquisition au domicile du «suspect», qui s'est soldée par la récupération de 48 comprimés psychotropes. Dans le même contexte, à Blida, suite à une information recueillie par les forces de la police judiciaire faisant état d'un «individu suspect s'adonnant au trafic de psychotropes au centre-ville de Ouled Yaïch, l'intervention rapide des policiers a permis l'arrestation du suspect et la récupération de 2 520 comprimés psychotropes», a relevé la même source, ajoutant que «les mis en cause ont été placés sous mandat dépôt».

M. B.